



## Dissémination des stratégies de développement urbain des villes

2-3 juillet 2013, Sfax – Tunisie

### PROGRAMMES URBAINS DU CMI

MARYSE GAUTIER, CDC

La note ci-dessous résume les activités du Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée liées au développement de Stratégies de villes sur le Bassin méditerranéen, qui ont été présentées lors du séminaire le 2 juillet 2013.

Le Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) est une plate-forme multi partenariale réunissant des gouvernements de la Méditerranée, des agences de développement multilatérales et bilatérales ainsi que des bailleurs. Le Centre œuvre pour une approche intégrée du développement de la région méditerranéenne. Fonctionnant comme un réseau des réseaux, il se présente comme un catalyseur et un facilitateur des initiatives régionales existantes. Il cherche à renforcer la coordination entre les bailleurs de fonds qui travaillent sur un thème ou un territoire géographique donné pour faciliter le rôle de synthèse qui incombe aux pays membres du CMI.

### Séance 3 : Appui des Institutions Internationales

#### Programme de Développement Urbain Stratégique

Le programme vise à contribuer à l'élaboration des politiques publiques liées à la planification urbaine stratégique. La stratégie identifiée par le CMI est constituée des trois axes suivants : (i) la mise en place d'une plateforme interactive sur le site internet du CMI [www.cmimarseille.org](http://www.cmimarseille.org) sur les financements proposés aux villes (réalisé) ; (ii) la production et la dissémination d'un guide méthodologique spécifique aux villes méditerranéennes, aujourd'hui finalisé en anglais et en français, (réalisé et financé par la CDC) ;



Hariri Foundation  
For Sustainable Human Development



et (iii) le financement de villes pilotes, soit dans l'élaboration de nouvelles approches, soit dans la mise en œuvre de leurs stratégies de développement quand elles existent (Tripoli, Liban et Sfax, Tunisie). Les dernières activités menées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 sont les suivantes :

Le guide méthodologique, réalisé fin 2011, est aujourd'hui reconnu comme un outil de référence destiné à faciliter le travail des élus qui décident d'engager un processus de Développement Urbain Stratégique. L'Alliance des Villes, qui travaille sur ce thème dans l'ensemble du monde en développement, a adopté le document, reconnaissant ainsi sa qualité. Il a été traduit en anglais et en arabe en 2013, et il est en outre disponible sur le site du CMI.

**Sfax** est, avec Tripoli, Liban, la ville sur laquelle le programme concentre ses efforts pour faciliter la mise en œuvre du CDS, appelé Stratégie de Développement du grand Sfax (SDGS). Les objectifs visés sont de réactualiser les résultats du CDS au vu du nouveau contexte politique et économique, et d'aider à la mise en place d'une capacité institutionnelle pour la phase de mise en œuvre au sein de l'agglomération de Sfax. Cette action est construite en relation étroite avec Medcités dans son programme européen sur les CDS et avec la GIZ dans le développement de son programme maghrébin sur la gouvernance locale et sur la démocratie locale. Ce travail est coordonné avec le projet « Villes pour une Nouvelle Génération » qui se situe en particulier sur Sfax et dont les résultats d'études (voir plus loin) ont fourni un diagnostic précieux à la municipalité pour définir ses orientations.

Programme « **Villes pour une Nouvelle Génération (Cities for a New Generation)** » mené conjointement par la BM et la CDC sur 3 villes, Saida, Liban, Marrakech, Maroc, et Sfax, Tunisie. L'objectif de ce programme est de mieux comprendre les moyens dont disposent les villes pour mettre en œuvre les Stratégies de Développement urbain. Le premier semestre 2013 a vu la diffusion des premiers résultats sur les études « Ressources Humaines » (réalisé par Egis BDPA) et « Responsabilité Sociale ». Les informations fournies sont très riches ville par ville. Elles mettent aussi en exergue les différences sensibles entre pays sur les capacités de gouvernance locale et sur les moyens dont les villes disposent. Les études sur les financements et sur les contraintes nationales d'urbanisation sont actuellement en cours et devraient être achevées en 2013. Tous ces éléments, une fois réunis, seront présentés à chaque ville ainsi qu'aux responsables nationaux. Les conclusions sur l'ensemble feront aussi l'objet d'une conférence régionale qui mettra en exergue les possibilités de soutien entre villes sur les thèmes les plus avancés.

Le CMI est en outre en relation étroite avec le CEFEB, le centre de formation de l'AFD et une convention entre les deux entités permet aux candidats potentiels du CMI de bénéficier de programmes de formation correspondant aux besoins identifiés par les programmes en cours de développement.

## **Gestion Foncière**

Le CMI a mené des analyses sur la gestion foncière urbaine en Tunisie et au Liban et engage une nouvelle étape à Marrakech. Ces études, financées par la CDC, constituent un appui en expertise afin d'entamer une réflexion pour aider les autorités nationales et locales, à aborder les questions foncières et à

améliorer les politiques publiques foncières sur le long terme dans le financement de l'urbanisation. Les thèmes qui ont dès à présent fait l'objet d'un intérêt particulier concernent les règles de financement du développement urbain, le montage des opérations et le rôle des institutions partenaires, qu'elles soient publiques ou privées, impliquées dans ces montages. Après la finalisation de l'étude foncière sur la Tunisie en 2012, celle réalisée sur le Liban par un chercheur Valérie Clerc en 2012 a été soumise à un panel d'experts libanais et a été finalisée en juin 2013

Enfin, la Ville de Marrakech a exprimé le souhait de bénéficier des conseils du CMI sur les questions foncières. En effet une expertise Marrakech, dont l'étude foncière pourrait être coordonnée avec les études lancées par la Banque mondiale dans le cadre du Programme « Villes pour une Nouvelle Génération » fournit une opportunité intéressante, en appui au développement de la ville.

L'atlas des villes portuaires méditerranéennes vise à construire un outil permettant d'échanger sur les bonnes pratiques entre villes portuaires du Nord et du Sud, de mieux comprendre les relations entre ports, villes et territoires, afin de mieux appréhender le « système portuaire méditerranéen » dans un contexte d'intégration méditerranéenne croissante. Cet atlas est mené en lien étroit avec l'Agence d'Urbanisme de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, la Ville de Marseille et l'Union Maritime et Fluviale de Marseille.

## **Le programme Mudun**

Le CMI et l'Alliance des Villes (*Cities Alliance*, CA) développent un programme Méditerranéen destiné à renforcer la capacité des villes à gérer leur développement social et économique. Ce programme de Travail Conjoint sera mis en œuvre par les membres de CA et du CMI, et bénéficiera d'un financement spécifique auquel pourrait contribuer l'Union Européenne.

Le programme sera basé sur les piliers thématiques suivants: (i) renforcement des villes pour une croissance économique inclusive ; (ii) création de villes vivables ; et (iii) promotion de la subsidiarité et de la décentralisation. Les institutions chercheront une complémentarité dans la mise en œuvre de leurs activités, en cours et à venir. Le CMI et *Cities Alliance* (CA) sont mandatés par leurs membres pour créer un Secrétariat dédié au soutien du Programme de travail conjoint. Le Secrétariat coordonnera les initiatives des partenaires, renforcera les activités existantes, et lèvera des fonds auprès des bailleurs. Les membres ont décidé en première étape de travailler en priorité sur la Tunisie, en attendant de désigner un 2<sup>e</sup> pays prioritaire en 2013, et de développer en parallèle des actions régionales. Le programme ainsi défini reprend et renforce le thème urbain du CMI, à savoir le renforcement des capacités locales et nationales en vue d'un Développement Urbain Stratégique à la fois par les moyens financiers, par l'élargissement du partenariat et par la visibilité régionale acquise.

## Séance 4 : Outils de travail en réseau

Le Réseau des Opérateurs Urbains avait obtenu l'accord de ses membres fin 2012 pour redéfinir une nouvelle stratégie. Les bailleurs de fonds, réunis sous la présidence d'Euroméditerranée et du CMI, ont confirmé leur engagement à ce réseau. La Conférence annuelle des 27 et 28 juin 2013 a témoigné, au travers d'une participation des membres et des bailleurs de fonds et d'une intervention d'experts de haut niveau (Cabinet Lion, Agence Urbaine de Barcelone, Transdev) du renouveau du réseau sur des bases d'expertise et d'échange de connaissance.

La Plateforme d'Echange UKP (Urban Knowledge Platform) sur l'Urbanisation pour la région MENA a été lancée en septembre 2012 au CMI en partenariat avec la Banque mondiale et l'Institut Arabe de Développement Urbain (AUDI). L'objectif de cette Plateforme est de réunir les maires, les décideurs nationaux, les praticiens et experts urbains, ainsi que la communauté scientifique, pour échanger expériences et opinions sur les défis que rencontrent les villes, et capitaliser sur la dynamique de renouveau insufflée à travers la région aujourd'hui, afin de tirer le meilleur parti de la croissance urbaine pour de meilleurs résultats en termes de développement. La Plateforme s'appuie sur les thèmes suivants, en réponse aux priorités qui ont émergé suite au Printemps Arabe.

1. Renforcer les capacités locales, financièrement, administrativement et techniquement.
2. Accompagner les villes pour la croissance économique, la création d'emploi, et l'offre de services accessibles à tous.
3. Appuyer les villes responsables et inclusives.

La Plateforme met à disposition des décideurs urbains un outil formulé pour faciliter l'échange de connaissance et d'expérience dans la région et créer une communauté de pratique autour des questions clés d'urbanisation. Cette Plateforme réunit des acteurs locaux et nationaux d'Egypte, de Jordanie, du Liban, du Maroc, des Territoires Palestiniens, de Tunisie, et du Yémen ; et convie autour de la table des experts d'autres régions, telles que l'Amérique Latine, l'Asie du Sud-Est, ou l'Afrique.

Organisée à Rabat, à l'invitation du Maire de Rabat, une deuxième conférence régionale s'est tenue en mars 2013 pour développer cette communauté de pratique, présenter des outils virtuels que les membres peuvent utiliser pour se connecter les uns aux autres et accéder aux connaissances mises à disposition en ligne. Cette conférence a également permis d'approfondir un thème spécifique particulièrement pertinent pour la région méditerranéenne : les finances municipales. Plus d'informations sur cette conférence et sur la Plateforme sont disponibles en ligne sur le site du CMI.